

# INSTITUT PAUL DELOUVRIER

75 avenue des Ternes  
75017 PARIS

Tél. : 01-55-37-13-20 - Fax : 01-55-37-92-01

E-mail : instdelouvrier@wanadoo.fr

Site : <http://www.delouvrier.org>

SIRET : 434 595 096 00034

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2010

### 1- Fonctionnement interne

Le conseil d'administration de l'Institut s'est réuni le 9 février et le 12 octobre 2010.

Au cours de la réunion du 9 février, il a procédé à la désignation des membres du bureau de l'Institut, le conseil d'administration ayant été renouvelé lors de l'assemblée générale du 20 octobre 2009. Le bureau est ainsi constitué :

Président : M. Christian BOUVIER

Vices-président(e)s : Mme Anne-Marie IDRAC ; MM. Jean-Pierre DUPORT, Matthieu DELOUVRIER

Trésorier : Mme Colette DE MARGERIE

Secrétaire général : M. Guy SNANOUDJ

Par ailleurs, le conseil a approuvé les comptes 2009 et le budget prévisionnel 2010. Il a conduit un débat sur les orientations de l'Institut. Il a ainsi été convenu de mettre l'accent en 2010 sur les actions « soutien scolaire » et « baromètre ».

La séance du conseil d'administration du 12 octobre 2010 a été consacrée à un bilan d'étape des actions de l'Institut : baromètre, service civique, soutien scolaire et découverte des métiers. Les perspectives financières ont également été abordées, notamment avec l'hypothèse d'un contrat avec la DGME pour la fourniture d'un baromètre de mesure de l'appréciation des usagers de l'administration. Cette hypothèse a également donné lieu à un échange sur l'évolution de la gouvernance de l'Institut<sup>1</sup>.

Louis-Bernard BOHN a été élu trésorier de l'Institut et succède ainsi à Mme de Margerie.

Enfin, il a été décidé d'organiser une journée consacrée à l'œuvre de Jean-Eudes ROULLIER, administrateur de l'Institut décédé le 8 janvier 2010.

---

<sup>1</sup> Après une longue hésitation, la DGME a fait savoir début 2011 qu'elle ne donnerait pas suite au projet de partenariat renforcé avec l'Institut. Les relations avec la DGME devraient donc se poursuivre selon les modalités actuelles.

## 2- Manifestation

La manifestation consacrée à l'œuvre de Jean-Eudes ROULLIER s'est déroulée le 19 octobre 2010. Destinée à rendre hommage à un grand acteur du dossier des villes nouvelles, cette journée avait aussi pour vocation de contribuer à l'histoire des politiques de l'espace urbain. Elle a été organisée par le comité d'histoire du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (MEEDM), le comité d'histoire du ministère de la culture, l'Institut Paul Delouvrier et le musée de la ville de Saint-Quentin-en-Yvelines. Elle s'est tenue dans les locaux de l'institut national de l'art (INHA). Loïc VADELORGE, professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris XIII - Villetaneuse, a ouvert la réunion par un propos introductif d'une grande richesse analytique et historique.

Claude MARTINAND, vice-président du conseil général de l'environnement et du développement durable, président de l'Institut de Gestion Déléguée, Christian BOUVIER, président de l'Institut Paul Delouvrier, Alain AUCLAIRE, vice président du comité d'histoire du ministère de la culture, ont également pris la parole lors de cette séquence d'ouverture ou animé des tables rondes. Celles-ci ont réuni sur les thèmes suivants :

- Les années de formation : Michel MARGAIRAZ, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne ; Jacques DE LAROSIERE, inspecteur général des finances, qui a été directeur du Trésor, directeur général du FMI, gouverneur de la Banque de France et président de la banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ; Jean-René BERNARD, inspecteur général des finances ; Alain BACQUET, conseiller d'Etat ; Eric WESPHAL, journaliste, secrétaire de Jean Monnet, écrivain, inspecteur général des spectacles.

- L'ambition des villes nouvelles : Sabine EFFOSSE, maître de conférences en histoire contemporaine à l'université de Tours ; Isabelle MASSIN, inspectrice générale de l'administration du développement durable, présidente de la commission nationale de concertation en matière de logement ; Michel ROUSSELOT, ingénieur général des ponts et chaussées ; Guy SALMON-LEGAGNEUR, conseiller-maître à la Cour des comptes ; Aymeric ZUBLENA, architecte-urbaniste.

- Recherches et expérimentations au sein du ministère de l'Équipement : Loïc VADELORGE, professeur d'histoire contemporaine à l'université de Paris XIII ; Anne QUERRIEN, rédacteur en chef de la revue " Les annales de la recherche urbaine", enseignante en sociologie urbaine aux universités de Paris I et Paris VIII ; Yves DAUGE, Sénateur d'Indre-et-Loire, adjoint au maire de Chinon ; Vincent FOUCHIER, docteur en urbanisme, directeur-général adjoint de l'Institut d'aménagement et d'urbanisme d'Ile-de-France.

- La dimension culturelle : Christian PATTYN, Inspecteur général honoraire de l'administration des affaires culturelles ; Julien GIUSTI, ancien chargé de mission au secrétariat général des villes nouvelles (SGVN); Arnaud RAMIERE DE FORTANIER, Inspecteur général des Archives de France, conservateur général du patrimoine ; Germain VIATTE, conservateur général du patrimoine, membre du comité d'histoire du ministère de la culture.

Les actes du colloque devraient faire l'objet d'une publication à l'automne prochain.

## 3- Les actions de l'Institut

### 31- Le baromètre

311- En 2009, l'Institut a lancé un baromètre européen dont l'objectif est de comparer, selon les pays, l'opinion des citoyens européens sur leurs services publics. Une deuxième vague a été publiée en mai 2010<sup>2</sup>. Cette mesure de l'image des services publics en Europe a été réalisée en Allemagne, Espagne, France, Grèce, Italie, Pologne, au Portugal et au Royaume-Uni.

Il fait apparaître que les européens :

- Considèrent que l'emploi est la priorité des priorités ;
- Sont très sévères quant à l'actions de leurs pouvoirs publics ;
- Perçoivent l'Allemagne, et dans une moindre mesure, la France comme des pays performants ;
- Estiment qu'un rideau de fer sépare désormais l'Europe en ce qui concerne la confiance sur la situation financière des pays : majorité de confiance au Nord-Ouest contre défiance pour le Sud et l'Es.

Les attentes prioritaires des Européens en matière d'action publique concernent : l'emploi et la lutte contre le chômage (67%) ; la santé publique (41%) ; l'éducation (37%) ; la sécurité sociale(19%) ; le logement(18%) ; la justice (17%) ; l'environnement (17%) ; la fiscalité et la collecte de l'impôt (14%) ; la police (11%) ; les transports publics (9%) ; la culture(7%) ; la défense (4%).

312 - Une douzième vague du baromètre national a été publiée en décembre 2010<sup>3</sup>. Les principaux points relevés sont les suivants :

- L'action de l'Etat en matière de services publics est de plus en plus mal perçue par les Français. L'emploi demeure leur priorité n°1, largement insatisfaite, tandis que l'Education émerge comme le problème montant de ces dernières années.
- Même si elle reste élevée en moyenne, la satisfaction des usagers des services publics s'est sensiblement dégradée en 2010. Les usagers des deux services publics les plus prioritaires, les agences d'aide au retour à l'emploi et ceux de l'Education Nationale accusant des baisses préoccupantes.

Deux notes positives tout de même :

- D'une part, au niveau global, la satisfaction des usagers s'agissant de leurs attentes prioritaires à l'égard de leurs services publics s'améliore légèrement (55% contre 51%) signe sans doute d'une plus grande écoute des services à l'égard de leurs « clients ».
- D'autre part, un service en particulier se distingue toujours de façon impressionnante, la fiscalité, qui satisfait à la fois ses contribuables d'un point de vue global et s'agissant de leurs attentes prioritaires

---

<sup>2</sup> Disponible sur le site de l'Institut : [www.delouvrier.org](http://www.delouvrier.org)

<sup>3</sup> Disponible sur le site [www.delouvrier.org](http://www.delouvrier.org)

Dans ces deux cas, on ne peut qu'être tenté de pointer la montée de l'usage d'Internet comme variable explicative de la satisfaction des usagers.

### **32- Le service civique**

En ce qui concerne le service civique, l'année 2010 a été marquée par l'adoption de la loi du 10 mars 2010 qui conclut les travaux lancés par Martin Hirsch en tant que haut-commissaire à la jeunesse. L'Institut avait pris sa part dans la réflexion avec ses travaux conduits de puis plusieurs années sous l'animation de Jacques Voisard, en ayant été reçu par une collaboratrice du haut-commissaire à la jeunesse peu après la nomination de celui-ci, et en ayant été auditionné par la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale.

L'Institut était présent à la matinée de lancement du « nouveau » service civique organisée par Martin Hirsch le 16 février.

A la suite de la publication de la loi, les travaux de l'Institut sur ce sujet ont marqué une pause. Deux pistes de travaux sont cependant identifiées qui devraient donner une nouvelle orientation à l'action de l'Institut : la mise en place d'une veille médiatique sur le service civique afin d'en suivre les développements, et un intérêt porté à l'implication des institutions européennes dans ce dossier.

### **33- Découverte des métiers – ambassadeurs des métiers**

Grâce à l'implication de Bernard Versluys, pilote de l'action depuis plusieurs années, puis de Jean Cornillault, qui a pris sa succession, la présence de l'Institut en Essonne sur le thème de la découverte des métiers s'est poursuivie en 2010. Comme les années précédentes, l'Institut était présent aux « Trophées de la découverte », manifestation organisée le 19 mai par l'académie de Versailles en vue de favoriser l'initiative des élèves des établissements scolaires en matière de promotion des métiers.

L'activité d'ambassadeur des métiers s'est poursuivie, en liaison, notamment, avec l'Ordre National du Mérite. Les ambassadeurs des métiers vont dans les établissements scolaires (collèges et lycées) pour présenter leur métier, répondre aux questions que peuvent se poser les jeunes et les aider ainsi à choisir une carrière. Ils participent également à des forums organisés par certaines villes.

Une difficulté récurrente subsiste cependant : celle de trouver des représentants d'entreprises qui acceptent de tenir le rôle d'ambassadeur des métiers.

### **34- Soutien scolaire**

L'action l'Institut animée par Jacques Bouttes, en liaison notamment avec la fondation « Un avenir ensemble » de la grande chancellerie de la Légion d'honneur et l'association « Tremplin », est restée soutenue en 2010. Une réunion de bilan avec le lycée Colbert a été organisée le 29 mai.

Après une dizaine d'années consacrées à aider des jeunes de première et terminale à acquérir les compétences nécessaires à l'obtention du bac, et surtout à engager des études supérieures, en particulier scientifiques, l'Institut et ses partenaires ont convenu d'organiser en 2011 un colloque destiné à faire un bilan des actions conduites dans le domaine du soutien scolaire.

#### 4- Activités diverses

L'année 2010 a été ponctuée par les activités suivantes :

- participation au séminaire « cohésion nationale et citoyenneté » de l'Institut des hautes études de la défense nationale ;
- invitation à l'assemblée générale du conseil national de la protection civile (CNPC) (1<sup>er</sup> février) ;
- présence à un colloque de l'association COTRAVAUX, très engagée dans le service civique opérationnel (26 mars) ;
- présence au forum national des associations et fondations (28 octobre) ;
- présence à un colloque de la Fonda sur l'évolution des collectivités territoriales (15 novembre) ;
- visite de l'exposition « les femmes résistantes » organisée par le conseil général de l'Essonne (15 novembre) ;
- présence à la « deuxième rencontre de la vie associative » organisée par le conseil général de l'Essonne (11 décembre).

Enfin, l'ouvrage « Les Grands Paris de Paul Delouvrier » d'Alessandro Giacone - Préface de Jean-Paul Huchon Editions Descartes & Cie - Collection "Les Urbanités" – a été publié en 2010.

#### 5- Résultats financiers

##### 51- Compte de résultat

Les grands postes du compte de résultat sont les suivants :

Produits	78 900,66
Charges	85 687,78
- dont <i>Autres services extérieurs</i>	48 268,00
- dont <i>Charges de personnel</i>	34 174,32
Résultat	<u>- 6 787,12</u>

## 52- Bilan

<b>ACTIF</b>			
	Valeur brute	Amortissements et provisions	Valeurs nettes
Immobilisations	4 041,28	3 331,55	709,73
Créances	43,80		43,80
Valeurs mobilières de placement	179 508,08		179 508,08
Disponibilités	4 340,40		4 340,40
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>187 933,56</b>		<b>184 602,01</b>
<b>PASSIF</b>			
Capital			86 220,78
Report à nouveau			63 305,22
Résultat de l'exercice			-6 787,12
<b>TOTAL I- CAPITAUX PROPRES</b>			<b>142 738,88</b>
Dettes fournisseurs et cptes rattachés			37 178,11
Dettes fiscales et sociales			4 685,02
<b>TOTAL III</b>			<b>41 863,13</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>			<b>184 602,01</b>